

# Joëlle Milquet, la bombe à retardement

Son héritage et sa méthode menacent son parti et la majorité francophone. Perquisitions à son cabinet et à son domicile, affaire Özdemir, le « cours de rien »... La position de la ministre de l'Éducation est fragilisée. Au sein du CDH, certains veulent tourner la page. Mais, parce qu'elle reste un poids lourd électoral, il faut sauver le soldat Milquet.

Par Olivier Mouton et Thierry Denoël

**D**écidément, on accumule les merdes. » Lundi 15 juin, ce collaborateur de Joëlle Milquet lâche ce cri du cœur après une nouvelle tuile pour la super ministre francophone de l'Éducation : les copies de l'épreuve d'histoire pour le certificat de l'enseignement secondaire supérieur (CESS) ont fuité. Résultat ? Examen annulé. « Franchement, il y a de ces gens mal intentionnés... », peste la ministre. Cela, c'était avant qu'une autre tuile d'envergure ne touche de plein fouet l'ancienne vice-Première CDH au fédéral : le mardi 16 juin, des policiers mènent des perquisitions à son domicile et à son cabinet. Elle y assiste, calme en apparence. Fataliste.

## Une suite logique de l'instruction

Ces perquisitions étaient prévisibles depuis que le dossier concernant le recrutement de collaborateurs au cabinet de Joëlle Milquet en pleine campagne électorale de 2014, révélé par *Le Vif/L'Express*, a été mis à l'instruction au parquet général. Une suite logique, d'autant que l'enquête du conseiller Frédéric Lugentz, ouverte seulement un an après nos révélations, ne sera pas facile. La justice y met visiblement les moyens. C'est qu'elle a trouvé, entre autres dans les informations et les documents que nous avons publiés en février 2014, matière à investiguer.

À l'époque, *Le Vif/L'Express* s'interrogeait sur l'engagement, six mois avant les élections, d'au moins huit nouveaux collaborateurs au ministère de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, les deux portefeuilles de la ministre CDH au sein du gouvernement Di Rupo. Nous avons également publié des profils de fonction détaillant les nombreuses tâches préélectorales de chacun de ces nouveaux venus : pour la plupart, des élus locaux pour le parti humaniste dans des communes de Bruxelles où la candidate battait campagne. Depuis le

début de cette affaire, Joëlle Milquet réitère qu'il s'agit

« d'insinuations sans fondement » et qu'il n'y a eu aucun emploi fictif pour sa campagne.

Au sommet du parti, on dit respecter la séparation des pouvoirs. Et l'on soupire : « Joëlle ne mérite pas tout ce qui lui arrive même si, parfois, elle donne du grain à moudre à ses détracteurs. C'est une battante qui bosse comme une dingue pour l'intérêt général. » Harassée par les dossiers minés au sein du gouvernement francophone, affectée par l'exclusion de la députée bruxelloise Mahinur Özdemir, dépossédée de son pouvoir suprême au sein du parti, la femme forte du CDH n'en mène pas large. « Elle n'est pas en forme, au bout du rouleau », résume un humaniste bruxellois. « Mais c'est quand elle est acculée qu'elle est la plus redoutable, ajoute un autre. Il faudra davantage qu'un tel passage de scoumoune pour l'abattre définitivement. »

## « Deux moments charnières »

Aussi loin que l'on regarde, le ciel de la diva de la politique francophone s'est pourtant bien obscurci ces dernières années.

Au sein de son parti, elle regarde « avec fierté » s'envoler la nouvelle génération qu'elle a elle-même désignée. Avec un zeste de vague à l'âme. « C'est compliqué à vivre pour elle, souligne cette parlementaire. Elle considère toujours que le CDH, c'est sa chose et que c'est à elle de l'incarner. » « Ces dernières années, il y a eu deux moments charnières que Joëlle n'a pas bien vécus, acquiesce un ministre. Le premier, c'est quand elle a quitté la présidence du parti : c'était littéralement son bébé. Le deuxième, c'est quand elle a été forcée de quitter le fédéral qui a toujours été sa scène de prédilection : elle aurait tellement aimé rester à l'Intérieur. » « Au bureau politique du CDH, il arrive régulièrement que Joëlle et Benoît se prennent fortement le bec, insiste une autre source. Benoît aime montrer son autorité et souhaite que le bureau le suive comme un seul homme. Or, Joëlle défend des idées parfois contraires et revient plutôt dix ●●●

fois qu'une sur le sujet. On sent dans ces moments-là qu'elle l'énerve jusqu'au bout des ongles. » Eux parlent de débats d'idées naturels.

Fin mai, l'exclusion « brutale » de la députée bruxelloise Mahinur Özdemir, en raison de sa non-reconnaissance du génocide arménien, fut l'expression de ce malaise interne (*voir page 28*). En un jour, et sans la forme, Benoît Lutgen ruinait potentiellement l'inlassable travail mené par son prédécesseur au fil des ans pour ouvrir le parti au-delà des rangs chrétiens et fidéliser les minorités culturelles à Bruxelles. Une quête spontanée dont Joëlle Milquet nous parle longuement (*voir l'interview en page 32*). Les deux « amis », comme ils disent chacun, ne sont pas en désaccord sur le fond : ils s'entendent sur la nécessité absolue de défendre ces valeurs universelles au sein du CDH. « Elles s'im-

posent à tous, qu'ils soient croyants ou non-croyants, insiste Lutgen. C'est non négociable ! » « Si la décision d'exclure a été prise, ce n'est pas parce que la députée en question était d'origine musulmane, complète Maxime Prévot, vice-président wallon et étoile montante de la famille humaniste. Elle l'a été parce qu'elle a refusé mordicus de reconnaître un génocide. Si ce n'est pas sur des éléments comme ceux-là que l'on s'indigne, alors cela ne vaut plus la peine de militer ! »

L'incident, inattendu, a permis aussi à Benoît Lutgen et à la nouvelle génération de rompre avec l'image de « parti des religions » développée à son corps défendant dans l'opinion par Joëlle Milquet. « L'exclusion de Mahinur Özdemir est un événement douloureux, personnellement sur le plan humain, car il s'agit d'une jeune femme que j'aime bien, universitaire compétente, humaine, sérieuse, travailleuse avec laquelle nous avons non seulement travaillé mais eu des relations amicales et humaines », répète Milquet. Dont on devine que, sur la forme, elle n'a guère apprécié la façon virile avec laquelle Lutgen est intervenu. Au risque de commettre un vice de procédure.

A la Fédération Wallonie-Bruxelles, tout n'est pas non plus de tout repos pour l'ex-patronne du CDH. Joëlle Milquet y a hérité de l'Education, de la Culture et de l'Enfance, soit près de la totalité du budget francophone. « C'est sans doute le plus gros portefeuille jamais décroché pour une seule ministre, souligne un ténor du parti. Benoît le lui a proposé parce que ce sont des terrains stratégiques pour nous, où sa combativité et sa créativité sont indispensables. Mais aussi parce que, comme ça, elle est occupée matin et soir, qu'elle le dérangera moins. »

Elle y est critiquée par certains de ses partenaires socialistes qui jugent ses méthodes « ingérables » (*lire page 30*) et son attitude « idéologique » dans la préparation du dénommé « cours de rien », l'encadrement pédagogique temporaire imposé de facto par l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 12 mars dernier. La ministre retourne bien les critiques au PS, qu'elle accuse de mener « un combat laïque d'arrière-garde ». « Les représentants des franges laïques sont souvent les premiers à faire un mauvais procès aux filières du réseau libre, au motif que, d'inspiration chrétienne, elles sont dogmatiques, raille Maxime Prévot. Souvent, les laïques le

sont bien davantage. »

### « Pourra-t-elle tenir ? »

Jusqu'où se développera le « Milquet bashing », se demandent ses proches ? Veut-on profiter de la multiplication des attaques dont elle est l'objet pour la forcer à faire un pas de côté ? « Joëlle a une force qu'il ne faut pas oublier, rappelle un député : elle recueille un nombre de voix impressionnant à Bruxelles, tandis que la nouvelle ministre Céline Fremault peine à convertir son travail réel en votes. Bref, elle est indéboulonnable. » Autrement dit, il faut sauver le soldat Milquet. Par attachement peut-être, par pragmatisme surtout.

« C'est incontestable, assène ce compagnon de parcours de sa génération. Mais Joëlle a 54 ans... C'est bien qu'elle ait encore été ministre cette fois-ci, mais il faut qu'elle songe à se retirer en 2019. » « D'autant qu'elle a une épée de Damoclès au-dessus de sa tête, prolongeait un membre du CDH avant les perquisitions. Je ne pense pas qu'elle a cru qu'un juge d'instruction serait désigné dans le cadre de l'affaire révélée par Le Vif/L'Express... »

Au milieu de la tourmente, un proche s'interroge spontanément : « Je me demande si elle pourra tenir. » •

# Une politique « attrape-voix »

**Le nom de Joëlle Milquet est associé à l'ouverture aux minorités. Son intuition démocratique lui a réussi à Bruxelles, mais sans garde-fous. La preuve par Özdemir, frère et sœur.**

Par **Marie-Cécile Royen**

**L'**électorat turc ? On l'a perdu » ! C'est la panique au CDH bruxellois, menacé d'être relégué à la cinquième ou sixième place aux prochaines élections. La défection de deux conseillers communaux de Saint-Josse, dont Mustafa Alperen Özdemir, le petit frère de Mahinur, la députée virée, pourrait faire tache d'huile. Au-delà de la communauté turque, la rue est choquée par l'éviction de la jeune femme voilée, 32 ans. Le député bruxellois et échevin de Molenbeek Ahmed El Khannouss (CDH), avait déjà dénoncé l'« islamophobie » et la « chasse aux sorcières » livrée contre ses amis turcs réfractaires au mot « génocide ». Une position insolite dans le chef d'un homme politique maghrébin, le génocide arménien ayant toujours été attribué au nationalisme turc, pas à l'islam. La solidarité sunnite, hantise des futurologues, a surmonté l'antagonisme turco-marocain. L'intervention publique du parti du président turc Recep Tayyip Erdoğan en faveur de Mahinur a aussi dévoilé l'emprise que la Turquie exerçait sur ses binationaux. Certains se souviennent alors que Mustafa Alperen Özdemir a fait campagne, en turc, sur un argument religieux : « Le CDH est le plus proche des

valeurs islamiques ». Le malentendu était patent. La transformation du PSC en CDH au nom d'un « humanisme » aussi vague qu'attrayant n'avait pas mis fin au marquage religieux, que du contraire.

Hyperprésidente du CDH, Joëlle Milquet a joué un rôle actif dans cette équivoque, mais il faut être deux pour danser le tango. Les témoins de l'époque rapportent que Mahinur s'est inscrite d'elle-même au CDH. Si elle a été chaleureusement accueillie à Schaerbeek par Denis Grimberghs et Clotilde Nysens, tous deux de tendance démocrate chrétienne, elle a joué sa propre partition, soutenue par un « vote turc », qui, en 2006, l'avait déjà fait remonter dans le tableau de tête, alors qu'elle n'était pas en position éligible. « Le CDH avait escamoté son foulard dans le trombinoscope des candidats bruxellois, en zoomant sur son visage. Elle a protesté, ce qui a sans doute favorisé son éléction », rappelle son mentor, Denis Grimberghs. Ce dernier l'avait prévenue qu'elle devrait enlever son voile si elle briguait une fonction exécutive. En 2009, la Belgo-Turque a voulu être candidate aux régionales et, de sa 23<sup>e</sup> place, a surgi, toute jeune, dans l'assemblée bruxelloise. « Dire que Joëlle Milquet était ravie d'avoir la première parlementaire voilée d'Europe serait un grand mot, confie un témoin CDH. Elle a pressenti les ennuis que le couvre-chef de Mahinur pourrait causer au parti. » En public, la présidente était pourtant une adepte de la

formule magique : « Moi, je m'intéresse à ce qu'elle a dans sa tête, pas à ce qu'elle a dessus. »

Mais connaissait-on vraiment Mahinur ? Se cantonnant à des sujets inoffensifs et sociaux, Mahinur Özdemir est restée adroitement muette sur ses convictions. « La stigmatisation de son voile a certainement joué un rôle dans sa discrétion et, parallèlement, sa crédibilité internationale, avance Denis Grimberghs. Elle a été aux Etats-Unis bien plus souvent que moi pour témoigner de son parcours. Par son mariage avec un conseiller de l'AKP, proche du président Erdoğan, elle s'est encore rapprochée de la Turquie. » Laquelle s'est radicalisée au fil du temps. « Dans la section de Schaerbeek, on regrette ce qui s'est passé », résume le centriste. Le 29 mai dernier, Benoît Lutgen a foudroyé Mahinur sans les consulter.

Autre aspect méconnu de la personnalité de l'élue bruxelloise : comme *Le Vif/L'Express* l'a déjà révélé, elle est membre fondateur de l'ASBL Empowering Belgian Muslims, dont le porte-parole est Michaël Privot, ex-Frère musulman. Le frère de Mahinur est à la tête de l'antenne belge de la puissante association patronale Müsiad (1,5 million de membres en Turquie et 60 bureaux à l'étranger), proche de l'AKP. Il faisait partie de la dizaine d'attachés de cabinet que la justice soupçonne d'avoir été engagés pour préparer la campagne de la ministre de l'Intérieur (*Le Vif/L'Express* des 7 et 14 février 2014).

Ces liens officiels avec le « néo-Empire ottoman » ont créé des ouvertures dont le CDH a bénéficié lors de la commémoration des 50 ans de l'immigration turque. « On ne peut pas reprocher à Joëlle Milquet d'avoir cherché à maximiser ses scores électoraux en s'implantant dans les communautés d'origines étrangères, commente Paul Wynants, politologue à l'Université de Namur. Tous les partis le font. Le problème, c'est la sélection des candidats, les belges y compris. Au moment de la confection des listes, on agit souvent

dans la précipitation, sans prendre le temps de vérifier leur passé et leurs engagements associatifs. »

Joëlle Milquet a su conquérir sa part de gâteau par les canaux qui lui sont propres : un « maternalisme » effervescent, une propension à se poser en défenseur de la veuve et de l'opprimé, un goût prononcé pour les minorités et leurs pays d'origine, surtout le Maroc et le Congo. Elle leur a manifesté plus d'intérêt qu'au « public de Wallonie », comme dit précautionneusement l'une de ses proches, attentive à ne pas paraître snob. Le retour de bâton est rude.

Dans son épisode Emploi et Egalité des Chances au gouvernement fédéral, Joëlle Milquet a lancé, en 2009, le processus des Assises de l'interculturalité. Elle aurait voulu offrir à l'Europe un « modèle belge » fait de compromis réciproques, genre : tu acceptes le socle de nos valeurs communes, je lâche du lest pour le voile. Elle était déjà consciente des phénomènes de radicalisation au sein de la communauté musulmane mais voulait ramener celle-ci dans le troupeau sans faire de vagues. Elle était sincèrement préoccupée par la montée de l'antisémitisme. « Elle nous a toujours reçus et écoutés dès que nous le demandions », témoigne alors Maurice Sosnowski, président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique. Le résultat baroque des Assises lui a été reproché. Sa conseillère « diversité », Véronique Lefrancq, dément toute intervention du cabinet, qui avait cependant choisi des opérateurs, tel le Mrax, déjà dans une logique « antiraciste identitaire ». « Ces Assises ont échoué pour une raison toute bête, glisse un membre bruxellois du CDH : elles ont négligé l'opinion du bon peuple belge »,

L'entourage marocain de Joëlle Milquet compte beaucoup pour elle, affectivement. La première de ses poissons pilotes dans la communauté, Fatima Moussaoui, lui a ouvert les portes de l'immigration populaire. Ensuite sont apparus Véronique Lefrancq (dont la mère et le mari sont marocains) et Hamza Fassi-Fihri, toujours dans son premier cercle. La première, issue du

Conseil national des femmes francophones, amenait son féminisme bon chic bon genre, mais également un ressenti de peuple opprimé. Elle aurait eu une influence non négligeable sur l'orientation « communautariste » ou « multiculturaliste » de la ministre. Le second, élevé au très chic Collège Saint-Pierre et membre d'une grande famille d'oulémas et de ministres marocains de l'Istiqlal (conservateur), s'est plutôt investi dans des matières belgo-belges. Echevin, puis simple conseiller communal de la Ville de Bruxelles, il se profile sur des dossiers culturels et d'urbanisme. Lui n'a aucune peine à admettre la mémoire du génocide arménien. Devenue ministre de l'Intérieur, Joëlle Milquet a fait le grand écart entre ses préoccupations pour les familles des djihadistes syriens, en majorité marocaines, et un côté répressif indiscutable. •